



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

50635



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/PSD.3/14
SERPD/WLAE/84/4/Rev.1
25 février 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence commune
des planificateurs, des statisticiens et
des démographes africains

Addis Abeba, 5-14 mars 1984

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FUITES
DE RESSOURCES DANS LES ECONOMIES AFRICAINES

Addis Abeba (Ethiopie), 21-23 février 1984

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX.....	1
B. ALLOCUTION D'OUVERTURE	2
C. RESUME DES DEBATS	3
- Fuite de devises dans l'économie nigérienne, étude effectuée par le Nigerian Institute for Social and Economic Research (NISER), Ibadan (Nigéria)	3
- Etude sur les fuites de devises : le cas des organismes de gestion de devises au Sénégal, par M.C. Sene, CODESRIA (Sénégal)	7
- Fuites de devises au Soudan, par Elfatih Shaaeldin et Siddig Umbadda, Development Study and Research Centre (DSRC), Université de Khartoum	9
• Etude sur les fuites de ressources en Afrique : l'éducation à l'étranger : Le cas du Congo, INSEJAG, Congo	11
• Code des investissements et fuites de capitaux : Le cas du Togo, ESTEG (Togo)	12
• Les fuites des ressources en Haute Volta : Cas de pèlerinages	13
• Technologie non appropriée et fuite de ressources dans les économies Africaines - Le cas du Zaïre, par Ngalamulume Tshilumbayi, IRS, Kinshasa	15
• Les fuites dans l'économie des pays africains et leur incidence sur les ressources du développement et l'alourdissement de la dette extérieure : Première partie : les économies structurellement dépendantes des pays de l'Afrique australe; deuxième partie : le cas du Lesotho. Par E. Michael MHLANGA pour la Institute of Southern African Studies, de l'université nationale du Lesotho	16
• Présentation, contenu et mise en application des résultats de l'étude globale sur les fuites (point 4 de l'ordre du jour)	18
• Rapport de la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (point 5 de l'ordre du jour)	20

A. Participation et organisation des travaux

1. La deuxième réunion du groupe de travail sur les fuites de ressources dans les économies africaines s'est tenue au siège de la CEA, à Addis-Abeba, du 21 au 23 février 1984. Cette réunion a été conjointement organisée et présidée par la CEA et le CODESRIA. Participant à cette réunion les représentants des instituts de recherche et des organisations intergouvernementales africains ci-après : M. M. Mhlanga, Institute of Southern African Studies (ISAS) National University of Lesotho; M. E.C. Edekwa, Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER); M. C. Sene, Faculté des sciences juridiques et économiques, (Université de Dakar); M. Elfatih Shaaeldin, Development Studies and Research Centre (DSRC) (Soudan); M. Simon M. Mbilinyi, Secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture (République-Unie de Tanzanie); M. T.H. Kabore, Centre d'études, de documentation, de recherches économique et sociale (CEDRES), Ecole supérieure des sciences économiques (ESSEC), Université de Ouagadougou (Haute-Volta); M. T. Ngalemulume, Institut de recherche scientifique, Centre de recherche de Kinshasa (CRK) (Zaïre); M. Pierre Simon, membre du Conseil suprême de la révolution, madagascar; M. Abdalla Bujra, Directeur exécutif, conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA); M. Delphin Rwegasira, Banque africaine de développement (BAD) et M. O. Aseto, Organisation de l'unité africaine (OUA).

2. La réunion devait examiner huit études approfondies sur les différents aspects des fuites dans les économies africaines, qui avaient été effectuées par les instituts participants conformément aux décisions prises par le groupe de travail à sa première réunion tenue à Addis Abeba du 7 au 10 janvier 1983. Le rapport de cette réunion (SERPD/WLAE/83/3) a également été mis à la disposition des participants.

3. Le groupe de travail a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion par le Secrétaire exécutif
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Examen des documents établis par les instituts de recherche :
 - a) Fuites de devises dans l'économie nigériane, NISER (Nigéria)
 - b) Etude sur les pertes de devises : le cas des organismes de gestion de devises au Sénégal, consultant du CODESRIA (Sénégal)
 - c) Fuites de devises au Soudan, DSRC (Soudan)
 - d) Etude sur les fuites de ressources en Afrique : le cas du Congo, INSSEJAG (Congo)
 - e) Codes des investissements de fuites de ressources : le cas du Togo, ESTEG (Togo)

- f) Les fuites de ressources en Haute-Volta : cas des pèlerinages, CEDRES (Haute-Volta)
 - g) Technologie non appropriée et fuite de ressources dans les économies africaines : le cas du Zaïre, JRS (Zaïre)
 - h) Etude des fuites de devises dans les économies africaines et leur incidence sur les ressources consacrées au développement et sur l'alourdissement de la dette extérieure; première et deuxième parties : le cas du Lesotho, JSAS (Lesotho).
- 4. Plan général, contenu et état d'avancement de l'étude d'ensemble sur les fuites de ressources
 - 5. Etablissement du rapport à l'intention de la Conférence commune des planificateurs, démographes et statisticiens africains à sa troisième session
 - 6. Clôture de la réunion.

B. ALLOCUTION D'OUVERTURE

- 4. La réunion a été déclarée ouverte par M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA.
- 5. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif a déclaré que lorsque le groupe de travail s'était réuni pour la première fois, en janvier 1983, le projet sur les fuites de ressources constituait, à deux égards une innovation. D'une part, c'était la première fois que la CEA et les instituts de recherche africains se réunissaient pour travailler en commun à un projet de recherche; d'autre part, le thème choisi, à savoir les fuites de ressources dans les économies africaines dont on soupçonnait qu'elles avaient des effets directs considérables sur le processus global du développement, n'avait pas encore été étudié
- 6. Il a précisé que des progrès marquants avaient été réalisés depuis cette première réunion. Le concept des fuites de ressources avait été précisé, leurs principaux types avaient été identifiés et leur ampleur évaluée.
- 7. La réunion en cours, a-t-il poursuivi, avait pour tâche fondamentale, de procéder à un examen critique des études de cas et des études approfondies portant sur certains aspects particuliers des fuites qui avaient été préparées par les instituts participants au projet, comme cela avait été demandé à la première réunion du groupe de travail. Il a rendu hommage aux instituts de recherche pour les efforts qu'ils avaient faits pour effectuer ces études, d'autant que la plupart d'entre eux connaissaient des difficultés financières.

8. Quant à l'autre tâche fondamentale confiée au groupe de travail, l'examen du plan général, du contenu et de l'état d'avancement de l'étude d'ensemble sur les fuites qui devait être publiée, M. Adedeji a exprimé l'espoir qu'avant la fin de la réunion- les participants se mettraient d'accord sur les modalités à suivre pour réaliser cette étude afin que, d'ici à la fin de l'année le groupe de travail puisse se réunir de nouveau pour effectuer la mise en forme définitive de la publication.

9. Pour finir, il a remercié le CODESRIA et son Directeur, M. Bujra, de l'appui constant qu'ils apportaient au projet. Il a également rendu hommage à la Friedrich Ebert Stiftung qui avait fourni les fonds nécessaires à l'organisation de la réunion en cours.

C. RESUME DES DEBATS

Fuite de devises dans l'économie nigériane, étude effectuée par le Nigerian Institute for Social and Economic Research (NISER), Ibadan (Nigéria)

10. Le représentant du NISER a fait un compte rendu détaillé de l'étude en question. Il a défini le terme "fuite" comme l'emploi inefficace et frauduleux des ressources nationales, emploi qui se traduisait non seulement par une baisse du niveau du revenu national, mais aussi par une hémorragie inadmissible de devises. Le représentant a exposé les difficultés que comportait l'élaboration d'un cadre analytique pour l'étude de ce phénomène. Cela étant, quels que soient les régimes politiques et les systèmes économiques, le concept de l'équilibre comptable de la balance des paiements offre un cadre conceptuel idéal. L'intervenant a identifié quatre catégories de fuites dans l'économie nigériane, à savoir les fuites au niveau des échanges de marchandises, les fuites liées aux échanges invisibles, les fuites de dons et les fuites de capitaux. Selon le représentant, les fuites dans l'économie nigériane avaient été perpétuées par l'héritage colonial, le boom pétrolier des années 70 (qui a encouragé les importations de produits qui n'étaient pas de première nécessité), la réglementation en matière d'investissement, les politiques de substitution aux importations, les activités des entreprises para-étatiques, des sociétés multinationales et des chefs d'entreprise nigériens.

11. Le représentant a évoqué les fuites non financières quantifiables, en indiquant que les fuites pouvaient se produire lorsque les pratiques commerciales restrictives et le contrôle d'échanges créent des conditions commerciales non optimales. Vue la structure économique, lorsque les conditions commerciales sont optimales, ces fuites n'auraient plus de raison d'être, permettant ainsi une affectation rationnelle des ressources.

12. Pour ce qui est des échanges de marchandises, quatre catégories principales de fuites, à savoir la surfacturation des importations et la sous-facturation des exportations, les conditions commerciales non optimales, la substitution aux importations et les transactions commerciales non déclarées, revêtaient un caractère important dans le cas du Nigéria. Le phénomène de la surfacturation des importations avait été aggravé par la pénurie de devises ainsi que par les

mesures de contrôle des changes. Il était également provoqué par le désir de se procurer des liquidités internationales. Le volume des fuites dû à la surfacturation des importations avait été estimé à 59,2 millions de naira en 1971 et à 1,2 milliard de naira en 1981, alors que l'on avait estimé qu'en 1980 le volume des fuites dû à la sous-facturation des exportations était de l'ordre de 1,4 à 1,7 milliard de naira. Les combustibles - le pétrole en particulier - constituaient le gros des exportations nigérianes, ce qui expliquait que les fuites provenant des exportations de pétrole se sont, à elles seules, chiffrées à environ 1,4 million de naira. Les fuites constatées au niveau des transactions commerciales non déclarées étaient plus importantes que celles enregistrées au niveau du commerce déclaré; celles-là se sont chiffrées à environ 25 p. 100 du PNB en 1980 et auraient même atteint 30 p. 100 en 1984.

13. Au Nigéria, les services de gestion constituaient une source importante de fuites de devises, et ce, par le biais des cours de formation organisés à l'étranger, des services d'ingénieurs conseils, du transfert de technologie, des accords en matière de brevet conclus entre les sociétés multinationales et leurs filiales.

14. C'est de la bonne volonté des institutions cibles que dépendait le succès de toute mesure visant à réduire le volume des fuites. Il s'agit là d'une question de patriotisme. Or, un grand nombre de Nigériens agissaient en collusion avec les étrangers pour déjouer les restrictions. Il s'ensuivait que, en dernière analyse, l'attitude des Nigériens à l'égard des mesures gouvernementales devrait changer si l'on voulait réduire au minimum le volume des fuites. A cet égard, la population devrait être sensibilisée aux incidences négatives qu'avaient les fuites de devises sur l'économie. Les pouvoirs publics, quant à eux, devraient agir vigoureusement pour restructurer l'économie de sorte qu'elle repose davantage sur le secteur intérieur, et encourager la recherche - développement afin de promouvoir l'agriculture, la technologie et l'industrie. En outre, ils devraient rationaliser les pratiques restrictives en matière de contrôle des changes et d'importations. L'ensemble de la législation régissant les opérations en association (Africains et étrangers) devraient faire l'objet d'un examen en vue de la simplifier, compte tenu de l'état de l'économie africaine. La coopération régionale entre les membres de la CEDEAO, le représentant du NISER a-t-il ajouté, devrait se poursuivre sans relâche, et l'ensemble des pays africains devraient s'efforcer de renforcer leur infrastructure économique. De même, il convenait d'adopter une position commune à l'égard des sociétés transnationales.

15. Au cours du débat qui a suivi, un représentant du secrétariat de la CEA a fait observer que s'il est vrai que le concept d'équilibre comptable de la balance des paiements donnait une idée plus claire sur les sources et les mécanismes de fuites, il n'en demeure pas moins douteux que les renseignements dont on disposait soient assez précis pour permettre une approche détaillée. Ces renseignements ne permettaient pas, par exemple, un examen approfondi de l'utilisation optimale des ressources. Il est vrai que l'utilisation efficace des ressources constituait un

sujet extrêmement complexe et fort difficile à quantifier. Or, il ressortait des données disponibles qu'il existe, dans les pays africains en développement (notamment au Nigéria) de très graves lacunes au niveau de l'utilisation des ressources, lacunes que l'on ne saurait négliger ou passer sous silence. Le représentant du secrétariat a noté que l'auteur n'avait guère étudié l'incidence de la surévaluation du naira et l'impact du boom pétrolier des années 70 sur le volume des fuites de devises, et s'était contenté d'y faire une simple allusion.

16. Quant aux fuites de devises résultant du transfert de technologie, le représentant du secrétariat a dit qu'il est deux questions importantes qui méritaient un examen approfondi. Premièrement, étant donné que les apports des sociétés transnationales constituaient un bloc, le Nigéria se trouvait dans l'impossibilité d'utiliser ou de mettre en valcur une partie de ses propres ressources productives, ce qui le privait de la possibilité d'apprendre par la pratique. Deuxièmement, ce sont les sociétés vendeuses - et non les sociétés acheteuses - qui, à partir de sièges régionaux ou mondiaux, prenaient la décision fondamentale qu'est la fixation des prix.

17. Le représentant du secrétariat a reconnu que l'étude avait traité la question de la fixation de prix de transfert, notamment pour ce qui est i) de l'impôt sur les bénéfices des sociétés; ii) des droits d'importation; iii) des risques en matière de change, iv) du rapatriement des bénéfices. Il a néanmoins été d'avis que l'auteur aurait pu utilement donner des indications même approximatives sur le volume des fuites de devises provenant de ces différentes sources.

18. En outre, le représentant du secrétariat a noté que les facteurs socio-économiques favorisant l'exode des compétences dans les pays africains en développement avaient été étudiés en détail. Par contre, l'auteur n'avait pas tenu compte des facteurs politiques qui accéléraient l'exode des cadres africains.

19. Importants étaient les efforts faits par le Gouvernement nigérian pour réduire les fuites de devises : la promulgation, en 1972, de l'Enterprises Promotion Act (loi sur la promotion des entreprises), l'adoption, en 1982, des mesures de stabilisation économique; la création, en 1979, du National Office of Industrial Property (Bureau national de la propriété industrielle); la promulgation, en 1977, de l'Exchange Control (anti-sabotage) Decree (Décret anti-Sabotage) sur le contrôle des change; la promulgation, en 1978, du Pre-Shipment Inspection of Import Decree (décret sur l'inspection avant le déchargement des marchandises importées). Toutes ces mesures visaient à mettre un terme aux sorties frauduleuses et illicites de devises.

20. Il a été avancé que, lors de l'examen du problème des fuites de devises, il convenait de prendre dûment en considération les facteurs économique-politiques dans les pays intéressés. Il a été également signalé qu'il était indispensable de s'assurer de l'intégrité des fonctionnaires chargés de délivrer les licences d'importation. Un participant a fait observer que l'on ne saurait examiner le

problème de fuites qu'en le situant dans son contexte idéologique. C'est dans cette optique que la nature et la structure de l'économie africaine devaient être étudiées de façon approfondie. Un autre participant a dit qu'il fallait accorder une attention particulière aux méthodes à suivre pour déterminer l'ampleur des fuites, en précisant que l'étude n'avait guère abordé la question relative à la surévaluation du naira. Il a ajouté qu'il convenait de se pencher plus sérieusement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici sur le problème de l'exode des compétences.

21. Répondant aux observations formulées au sujet de l'étude, le représentant du NISER a reconnu qu'en raison de l'étroitesse de la base de données et de la brièveté du temps qui y avait été consacré, l'étude présentait de nombreuses lacunes. Le NISER avait dû opter pour la méthode du moindre coût pour réaliser l'étude en s'appuyant principalement sur les données fournies par la Banque centrale et le Ministère des finances. Il a reconnu avoir omis d'étudier certaines questions telles que la surévaluation du naira et l'incidence des fuites sur les relations interindustrielles. En ce qui concerne le taux de change, il a réitéré que le taux de change officiel n'évolue pas en fonction des prix, ce qui tenait principalement à la nature de l'économie nigériane. Quant à l'indiscipline dans l'administration nigériane, il a dit qu'aucune mesure ne pourrait résoudre ce problème tant que les fonctionnaires demeuraient corrompus, indisciplinés, despotiques et incompetents. Il était indispensable que la morale et les attitudes professionnelles de la bureaucratie africaine soient radicalement changées, fonctionnellement réorientées et axées sur l'obtention de résultats. Il a estimé que, somme toute, il était capital de restructurer l'économie internationale, de sorte que l'Afrique, actuellement dépendante et marginalisée, puisse évoluer, au même titre que les autres continents, dans un monde interdépendant.

Etude sur les fuites de devises : le cas des organismes de gestion de devises
au Sénégal, par M. C. Sene, CODESRIA (Sénégal)

22. En présentant le document qu'il avait établi, l'auteur a fait remarquer que la question des fuites de ressources était complexe et très vaste et que le document traitait principalement des pertes résultant de la gestion de devises. Le Sénégal était lié à la France dans le cadre du système de la zone franc et était membre de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Auparavant, on soutenait généralement qu'au sein de la zone franc, les pays africains étaient les pourvoyeurs de la France en capitaux, puisque ces pays dégageaient un excédent sur leurs comptes courants. En fait depuis 1977, les pays membres de la BCEAO étaient financés par la France puisqu'ils enregistraient un déficit de leurs comptes courants. Le problème découlait des fuites résultant de la dépréciation automatique du franc CFA en raison de sa parité fixe avec le franc français. Les importations avaient renchéri et, en particulier, le paiement des intérêts dans des monnaies autres que le franc français s'est alourdi lorsque le franc CFA a chuté avec le franc français par rapport au dollar. L'auteur a accordé une attention particulière à la politique de la BCEAO en matière de taux d'intérêt, politique qui souffrait des réglementations en vigueur dans la zone franc étant donné qu'elle reposait sur la parité fixe du franc CFA. Elle avait donc entraîné les taux d'intérêt trop faibles par rapport aux taux pratiqués ailleurs et, aggravé la fuite, de capitaux des pays membres de la BCEAO aux marchés financiers français où l'intérêt produit était plus élevé. Ce phénomène avait constitué une importante source de fuites. Le consultant a exprimé l'avis que cette politique était une imitation imparfaite de la politique suivie par la Federal Reserve Board des Etats-Unis et qu'il fallait l'améliorer. Il a reconnu que la question était loin d'être simple étant donné l'augmentation des charges que l'élévation des taux d'intérêt entraînait pour les banques et trésoreries nationales.

23. Se référant au document, un fonctionnaire du secrétariat a félicité son auteur pour la qualité de son étude et la manière dont il l'avait présentée. Il a fait remarquer que les avantages de la zone franc ne pouvaient se mesurer en termes de gain ou de perte de devises uniquement et qu'il fallait tenir compte de certains avantages importants tels que la libre convertibilité, la capacité d'importation, l'accès aux marchés financiers, etc. En ce qui concerne la question des taux d'intérêt, il ressortait du document que les agents économiques en Afrique étaient développés pour réagir à des paramètres tels que le taux de change et le taux d'intérêt, et que les responsables devaient donc tenir compte de ce facteur. Un participant a fait observer que la dépréciation du franc français ne pourrait être une source de fuites de capitaux que si les autorités monétaires locales ne jouissaient pas d'une certaine autonomie en matière de création de monnaie, de contrôle des niveaux de crédit, etc... En outre, il a demandé sur quoi on se fondait en pratique pour dire que les flux des capitaux étaient liés aux taux d'intérêt et que les investissements ne l'étaient pas. Il a appelé l'attention des participants sur la différence qui existait entre la situation monétaire dans les pays membres de la zone franc et les pays anglophones et dit que la discipline monétaire était un élément essentiel de toute politique de développement que les gouvernements devaient comprendre et pratiquer. Il a été reconnu que la discipline monétaire constituait une question importante.

Certains participants ont douté que la surévaluation ou la sous-évaluation d'une monnaie donnée soit source de fuites. On a noté qu'au stade initial des transformations structurelles, les taux de change officiels ne pouvaient correspondre que difficilement aux taux réels du marché. On a soulevé la question de savoir si la discipline imposée de l'extérieur par les autorités monétaires françaises présentait un certain avantage, compte tenu en particulier de l'objectif d'auto-suffisance et d'autonomie. L'écart entre les taux d'intérêt était une source importante de fuites. Il ressortait du document que les fuites de capitaux trouvaient leur origine dans la relation de dépendance qui existait entre les pays de la région et les pays industrialisés. Des explications ont été demandées sur la question de savoir si le lien entre le franc CFA et le franc français était absolu et sur celle de saisir quelles dispositions étaient prévues pour tenir compte des pays de la zone franc dont la balance des paiements accusait un déficit structurel.

24. Répondant aux questions soulevées, le consultant a dit qu'il partageait le point de vue du secrétariat selon lequel les avantages de la zone franc ne pouvaient se mesurer comme il l'avait déjà dit à la page 12 de son document. Il était également d'avis que les agents économiques du continent étaient sensibles aux paramètres économiques. S'agissant de la question de la dévaluation, il a reconnu qu'il s'agissait là d'une question technique et politique. Les monnaies africaines étaient généralement surévaluées, mais, généralement les considérations politiques rendaient toute dévaluation impossible. Il a dit qu'il y avait des preuves tangibles qu'il existait une étroite relation entre la formation de capital et les taux d'intérêt, la formation de capital étant allée en augmentant alors que les taux d'intérêt étaient restés stables. Les questions économiques étaient liées aux questions politiques. La solution des problèmes ne pouvait revêtir un caractère théorique; il fallait plutôt envisager les problèmes sur le plan interne et se servir des taux d'intérêt comme moyen de promotion de l'épargne et d'appui à l'activité économique..

Fuites de devises au Soudan, par Elfatih Shaaeldin et Siddiq Umbadda,
Development Study and Research Centre (DSRC), Université de Khartoum

25. Le représentant du DSRC (Soudan) a présenté le document. Son exposé a porté sur les points suivants :

a) définition et méthodologie : l'étude se fondait sur la définition des fuites adoptée par le groupe de travail à sa réunion tenue en janvier 1983.

b) mécanismes des fuites : historiquement, c'est par le biais de la surfacturation des importations et de la sous-facturation des exportations que les fuites se produisaient au Soudan, phénomène qui était apparu à l'époque où le commerce extérieur était dominé par les sociétés étrangères. Toutefois, après 1979, date à laquelle le commerce extérieur avait été pour l'essentiel mis sous contrôle de l'Etat, les mécanismes de fuites avaient changé. Le secteur public pâtissait de mauvaise gestion et de malversations, tandis que le secteur privé cherchait à profiter de l'écart entre les prix intérieurs et les prix extérieurs, et de la différence entre les taux de change officiels et les taux parallèles. D'où l'importance de la contrebande et de l'évasion du capital.

c) Ampleur des fuites : il avait été estimé qu'en 1981 les fuites représentaient environ 161,2 millions de livres, soit 13 p. 100 de la valeur des exportations et 6,1 p. 100 de la valeur des importations.

d) Principales recommandations pratiques : les auteurs doutaient de la rationalité des mesures de libéralisation des changes, et estimaient qu'il était possible d'attirer les capitaux dans le cadre d'un système de contrôle des changes.

26. Au cours du débat qui a suivi, un participant a voulu saisir la raison pour laquelle on constatait un écart les prix internationaux et les prix pratiqués par les organismes publics d'import-export au Soudan. Un autre participant a souligné l'importance de l'utilisation optimale des ressources : le coût d'opportunité étant déterminant, un pays qui accusait une baisse dans le volume de ses exportations encourait une fuite nette de ressources; ce qui ne serait pas le cas si les ressources étaient utilisées de façon rationnelle. Quant aux exportations agricoles, l'exemple du Nigéria et de la République-Unie de Tanzanie illustre bien cette situation : les exportations tanzaniennes avaient chuté de 25 p. 100 depuis 1970. D'autres questions ont été posées en ce qui concerne les chiffres fournis par les auteurs, tandis que le représentant du secrétariat a fait observer que les recommandations formulées ne concordaient pas avec les conclusions de l'étude, à savoir que le contrôle de l'Etat n'avait pas permis de mettre un terme à la fuite des ressources au Soudan.

27. Répondant aux questions soulevées au cours du débat, le représentant du DSRC (Soudan) a fourni des précisions concernant les chiffres présentés dans l'étude, et a convenu que les ressources n'étaient pas utilisées de manière optimale. Concernant les recommandations, il a évoqué les propositions faites par certaines organisations internationales telles que le fonds monétaire international et la Banque mondiale pour éliminer les disparités entre prix internes et prix internationaux. Pour ce qui est des échanges bilatéraux, il a indiqué que, pour faire face à leurs besoins financiers pressants, les gouvernements se voyaient obligés de conclure des accords qui ne leur étaient pas favorables.

Etude sur les fuites de ressources en Afrique : l'éducation à l'étranger :
Le cas du Congo, INSSEJAG, Congo

28. En l'absence du l'auteur, un représentant du secrétariat a présenté l'étude en attirant l'attention des participants sur le résumé préparé à leur intention. L'étude comprenait trois parties :

- une introduction définissant le sujet et les méthodes utilisées ;
- une partie traitant des fuites provenant des échanges de biens et services, particulièrement les importations ;
- une partie traitant des fuites causées par l'inadaptation du système scolaire ;
- une conclusion.

29. L'hypothèse de départ était que l'accumulation était un processus fondamental pour le développement puisqu'il s'agissait là de la mobilisation et de l'utilisation du surplus économique. Les fuites étaient d'abord des fuites de surplus et trois types fondamentaux de fuites étaient identifiées par l'auteur en conformité avec la définition arrêtée par le groupe de travail à sa réunion tenue en janvier 1983. Partant de l'hypothèse que les importations étaient des fuites de surplus, on constatait l'augmentation considérable des importations au cours des dernières années, alors que des possibilités de substitution aux importations étaient négligées. En particulier, la forêt congolaise représentait une source de formation du surplus économique qui n'était pas rationnellement utilisée.

30. Malgré son développement considérable, l'enseignement au Congo, n'était pas adapté aux besoins de l'économie du pays et de ce fait une dépendance vis-à-vis de l'extérieur était créée tant en ce qui concerne la formation scientifique et technologique que l'enseignement lui même. Le Congo dépensait des sommes considérables pour les stages à l'extérieur, les bourses, le paiement de l'assistance technique etc. On pouvait évaluer ces dépenses à plusieurs milliards de francs cfa. par an. Le nombre de stagiaires et boursiers à l'étranger était également très important par rapport à la population du pays.

31. On a fait remarquer que l'étude était intéressante et apportait des informations utiles sur un sujet important. Elle soulevait des questions quant à la possibilité de substitution des services fournis par l'extérieur en s'appuyant sur des sources congolaises. De ce point de vue on pouvait se demander si les dépenses encourues étaient réellement des fuites.

32. On a avancé qu'il n'était pas exact de considérer les importations comme des fuites, et que le développement autocentré n'était pas de l'autarcie. Les importations ne pouvaient être des fuites que dans le cas où la substitution était possible sur le plan local. Cela valait aussi pour l'éducation où il n'y avait fuite que si on pouvait remplacer les services fournis par l'extérieur par des services internes d'une qualité égale; on a remis en question la thèse selon laquelle il n'y avait pas de cercle vicieux en matière de développement en précisant que tel était en fait le problème fondamental de l'économie du développement.

Code des investissements et fuites de capitaux : Le cas du Togo,

ESTEG (Togo)

33. L'étude préparée par l'ESTEG (Togo) fut présentée par un fonctionnaire du secrétariat, l'auteur n'ayant pu participer à la réunion du groupe de travail. L'étude portait sur les codes d'investissement et les méthodes utilisées pour encourager les capitaux étrangers. Le code d'investissement actuellement en vigueur au Togo avait été adopté en 1965, et avait été révisé trois fois. Le code prévoyait quatre régimes définis en fonction de l'importance de l'apport de capital et offrant des avantages fiscaux concernant les droits de douanes et les impôts sur les bénéfices. L'étude avait examiné le cas de 76 entreprises bénéficiant du Code. Il apparaissait que les investisseurs togolais (majoritaires à 75 pour cent) étaient soumis à un traitement discriminatoire. Pour mesurer les fuites de capitaux occasionnées par le système, l'étude estimait le manque à gagner pour le trésor public et les transferts de capitaux effectués par les firmes bénéficiaires.

34. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que l'étude était très pertinente mais que la méthode d'évaluation des fuites laissait à désirer : il aurait fallu comparer la valeur ajoutée par les sociétés bénéficiaires au manque à gagner fiscal et aux transferts de capitaux pour pouvoir décider s'il avait fuite ou non. D'autre part, il y avait la question de savoir si les investissements effectués l'auraient été en l'absence de code.

35. Un participant a déclaré que l'étude sur le Togo touchait à un problème fondamental. On considérait généralement que les avantages fiscaux étaient nécessaires pour attirer les investissements. En fait on constatait, par exemple au Nigeria, que les investisseurs ne faisaient pas d'apport de capital, mais empruntaient auprès des banques locales, pour pouvoir ensuite transférer leurs profits. Il y avait dans les codes d'investissement de nombreuses clauses qui facilitaient l'évasion de capitaux. Un autre participant a fait remarquer qu'il aurait été nécessaire d'avoir une distribution sectorielle des entreprises bénéficiant du code d'investissement. Un participant a exprimé son désaccord avec la thèse selon laquelle le code d'investissement favorisait l'évasion de capitaux. Si des capitaux nigériens, par exemple, étaient investis par un opérateur même étranger cela ne pouvait être que bénéfique, la question du transfert étant indépendante des avantages procurés par le code. Enfin, un autre participant a fait remarquer qu'il y avait une compétition ruineuse à propos des avantages fiscaux accordés aux investisseurs, lesquels avantages étaient très supérieurs à ce qui était réellement nécessaire.

Les fuites des ressources en Haute Volta : Cas de pèlerinages

36. En présentant l'étude, M. Kabore a souligné l'importance de l'étude préliminaire concernant les mouvements des capitaux internationaux. Il semble-a-t-il dit qu'une nouvelle tendance de mouvement de capitaux des pays du tiers monde aux pays développés était en train de s'affirmer. Ce phénomène s'expliquait par l'adoption de la part des pays du tiers monde de législations trop libérales et laxistes en matière de mouvements de capitaux.
37. La première partie de l'étude concernant les pèlerinages, M. Kabore a souligné que la collecte d'informations et de données statistiques avait été particulièrement difficile et que les chiffres avancés risquaient d'être bien au deça de la réalité. Les projections élaborées sur la base des tendances actuelles indiquent qu'une perte de devises très importante devrait se produire dans un proche avenir.
38. En ce qui concerne la présentation de la deuxième partie de l'étude, M. Kabore a mis l'accent sur les aspects négatifs de l'aide bilatérale et multilatérale. Les projets financés par l'aide extérieure engendraient un flux considérable de fuites de ressources économiques du pays qui seraient ainsi détournées du but initial pour lequel elles avaient été destinées. En particulier, M. Kabore a cité le cas d'un projet agricole dont une grande partie du financement était ressortie du pays sous forme de salaires pour les experts étrangers et de contre partie pour l'achat de biens d'équipement. L'aide extérieure, a-t-il conclu, allait à l'encontre du but recherché.
39. Au sujet des fuites occasionnées par les mouvements migratoires, le tourisme et le paiement des profits sur le capital étranger investi en Haute Volta. M. Kabore a estimé que sur un capital de 1 milliard qui entrait en Haute Volta comme investissement privé, 3 milliards quittaient les pays sous forme d'intérêts et de profits.
40. Au cours du débat qui a suivi, un participant a fait remarquer que l'on ne saurait considérer l'aide extérieure en tant que telle comme une source de fuite de capitaux. Il faudrait plutôt axer le débat sur l'utilisation et la gestion rationnelles des capitaux.
41. En ce qui concerne le pèlerinage, la majorité des participants ont estimé que l'on saurait voir dans ce phénomène une simple fuite de ressources. Ce phénomène en effet avait des racines qui allaient bien au delà de la dimension économique et financière. On a observé toutefois qu'une meilleure organisation des pèlerinages religieux serait souhaitable afin d'en minimiser le coût en devises.

42. Répondant aux questions soulevées par les participants, l'auteur a affirmé que la question du pèlerinage devrait être abordé d'un point de vue macro économique plutôt que microéconomique. Du point de vue de l'ensemble de la collectivité, la fuite de devises engendrée par le pèlerinage représentait une perte non négligeable.

43. Au sujet de l'aide extérieure, l'auteur a réaffirmé que dans bien des cas, elle engendrait toute une série de fuites de ressources dont le volume était souvent presque égale au montant du capital investi initialement.

Technologie non appropriée et fuite de ressources dans les économies
Africaines - le cas du Zaïre, par Ngalamulume Tshilumbayi, IRS, Kinshasa

44. L'étude susmentionnée a été présentée par son auteur, qui a dit que les définitions de technologie non appropriée et de fuite de ressources financières ne figuraient pas dans son étude, ces questions ayant déjà été traitées dans le rapport de la première réunion du Groupe de travail (SERPD/WLAE/83/3) qui constituait le document de base pour les études faites à l'intention de la présente réunion. Il a brièvement énoncé les principaux résultats et conclusions de son étude. En ce qui concerne la première partie au sujet de la coopération technique, il a affirmé que dans bien des cas les experts étrangers étaient imposés par les gouvernements ou les organismes qui finançaient les projets, alors que le personnel local pourrait bien gérer les projets. Pour ce qui est de la technologie qui fait l'objet de la deuxième partie de l'étude, il a dit que les experts étrangers étaient souvent chargés de travaux tels que l'élaboration d'études de faisabilité, et ce, au détriment des experts nationaux. Trop souvent, les projets étaient mal conçus et avaient des conséquences désastreuses sur le plan social et financier. Les exemples donnés à la fin de l'étude illustraient bien cette situation.

45. Au cours du débat qui a suivi, un participant a affirmé que très souvent le choix d'une technologie qui se révélait inappropriée était dû au manque d'information et de compétence de la part des négociateurs. Un autre participant a dit qu'en bien des cas les gouvernements n'avaient pas le choix. La technologie en question leur était imposée de l'extérieur et les techniciens nationaux qui travaillaient au projet ne pouvaient qu'exprimer leur opinion sans pouvoir influencer les décisions prises à d'autres niveaux. Un représentant du secrétariat a ajouté que très souvent on oubliait l'existence d'une technologie nationale qui pourrait être plus efficacement appliquée aux activités de production industrielle. En ce qui concerne le problème des experts étrangers, il n'y avait pas assez de diplômés zaïrois à la direction des entreprises.

46. Répondant aux remarques et observations formulées par les participants, le représentant de l'IRS a souligné que le problème du choix de la technologie tournait autour du processus d'industrialisation du pays. Très souvent, les pressions extérieures forçaient les gouvernements à accepter un certain nombre d'experts étrangers dans la direction des projets financés dans le cadre d'accords de coopération bilatérale et multilatérale, et à adopter une technologie inappropriée, principale source de fuites de ressources économiques du pays.

Les fuites dans l'économie des pays africains et leur incidence sur les ressources du développement et l'alourdissement de la dette extérieure : Première partie : les économies structurellement dépendantes des pays de l'Afrique australe; deuxième partie : le cas du Lesotho. Par E. Michael MHLANGA pour la Institute of Southern African Studies, de l'Université nationale du Lesotho

47. En présentant cette étude, l'auteur a déclaré qu'elle était loin d'être exhaustive, le délai qui lui avait été imparti ayant été trop court et le sujet étant très complexe. Il n'avait par conséquent recouru à aucune méthode d'analyse. L'essentiel des données qu'il avait utilisées provenait de sources officielles.

48. Il ressortait de l'étude que les pays sous-développés étaient demeurés dans un état de dépendance perpétuelle causée par les distorsions et rigidités d'ordre structurel dont ils souffraient pour avoir été intégrés à l'économie mondiale à partir d'une position de faiblesse. En Afrique australe, un enchevêtrement de relations avait entraîné l'aggravation de la fuite des capitaux des petits pays du Botswana, du Lesotho et du Swaziland vers l'Afrique du Sud plus développée. L'étude était axée sur trois aspects de la dépendance, à savoir la domination du marché du travail par l'Afrique du Sud, le marché libre créé par l'Union douanière de l'Afrique australe et le marché monétaire libre qui intéresse particulièrement le Lesotho et le Swaziland.

49. L'auteur a exposé par le menu la manière dont ces trois facteurs de dépendance majeurs se sont conjugués pour hypothéquer la capacité de production et l'indépendance économique du Botswana, du Lesotho et du Swaziland à tel point qu'aujourd'hui l'économie de ces derniers se caractérisait par une dépendance excessive vis-à-vis des exportations de main-d'oeuvre, des importations de biens de consommation (notamment de denrées alimentaires), ainsi que des recettes ordinaires que leur procure l'Union douanière et qu'elle souffrait des déséquilibres sur les marchés financiers.

50. Le cas particulier du Lesotho, qui est le plus structurellement dépendant de ces trois pays, est envisagé dans la deuxième partie de l'étude.

51. Les différents intervenants ont d'une manière générale félicité l'auteur de la qualité et de la clarté de son analyse. Les renseignements statistiques contenus dans l'étude étaient convaincants et révélateurs.

52. On a fait observer que les politiques appliquées par les gouvernements en vue de réduire les fuites découlant de la situation de dépendance des pays considérés auraient dû être étudiées plus avant. En particulier, l'auteur aurait dû traiter de façon plus exhaustive le rôle que les organisations sous-régionales qui venaient d'être créées à savoir le MUIPOC de Lusaka, le Conseil de coordination pour le développement de l'Afrique australe et la Zone d'échanges préférentiels pourraient jouer à long terme pour aider à affranchir globalement l'économie des pays en question de la domination de l'Afrique du Sud. L'auteur a pris bonne note de cette observation. On a néanmoins souligné que le Botswana, le Lesotho et le Swaziland s'efforçaient autant qu'ils le pouvaient de réorienter leur économie. D'ailleurs, comme il était indiqué dans l'étude,

la question de la restructuration économique occupait une place de choix dans les programmes nationaux des trois pays. Il restait à voir si les organisations dont la vocation était de faire échec à la domination économique de l'Afrique du Sud, que l'on venait de créer, contribueraient à réduire les fuites de ressources hors de ces pays, surtout étant donné que la menace d'une intervention militaire de l'Afrique du Sud se précisait et compte tenu du fait que le Conseil de coordination pour le développement de l'Afrique australe concentrait ses efforts sur de grands projets internationaux susceptibles de devenir des instruments totalement inutiles.

53. S'agissant des incidences politiques de certaines observations que l'auteur a formulées dans l'étude, notamment en ce qui concerne les avantages dérisoires que les trois pays tiraient des arrangements institutionnels qui les liaient entre eux et à l'Afrique du Sud, l'auteur a fait observer que le langage qu'il avait utilisé dans l'étude était très édulcoré, et que d'autres études utilisaient un vocabulaire encore plus agressif.

54. Les estimations des coûts de la main-d'oeuvre contenues dans l'étude étaient techniquement sujettes à caution. On aurait dû tenir compte du taux des salaires locaux.

55. Certains participants ont douté qu'il soit plus sage d'instituer des systèmes monétaires automatiques au lieu d'une politique monétaire discrétionnaire au Lesotho et au Swaziland. Les autorités de ces deux pays agissaient de telle manière qu'elles avaient les mains liées pour ce qui était des questions monétaires. Elles ne pouvaient pas se servir des taux d'intérêt pour influencer sur la politique monétaire de la sous-région. Un participant s'est demandé si les coûts qu'entraînaient ces systèmes ne dépassaient pas les avantages qu'en tiraient les pays intéressés. Pour répondre à ces questions, on a fait remarquer que ces mécanismes monétaires comportaient de nombreux avantages. Le Lesotho et le Swaziland étaient maintenant en mesure de surveiller les tendances monétaires locales et internationales, de contrôler leur portefeuille d'investissement, de former leur propre personnel, etc. Le fait d'avoir une monnaie nationale était un symbole supplémentaire de souveraineté.

56. On a avancé que la dépendance était réciproque. Le Botswana, le Lesotho et le Swaziland dépendaient de l'Afrique du Sud autant que ce dernier dépendait d'eux. On a fait remarquer que si cela était vrai, les flux de ressources ne suivaient toutefois qu'une seule direction, c'est-à-dire vers l'Afrique du Sud.

57. Il a été dit que la lutte contre la dépendance était essentiellement fonction de la volonté politique des dirigeants d'un pays donné. Il ne faudrait pas considérer la dépendance comme allant de soi. Il ressortait des données fournies dans l'étude que le Botswana et le Swaziland consentaient plus d'efforts pour réorienter leurs ressources que le Lesotho. Il a été précisé que la tendance observée au Botswana se rapprochait de celle du Lesotho en ce sens que davantage de capitaux de banques commerciales allaient au secteur de la distribution qui s'occupait essentiellement des produits des industries sud africaines. Par exemple, ces pays consacraient une part plus importante de leurs investissements à l'agriculture et à l'industrie que le Lesotho.

On a déclaré que les investissements dans l'industrie, notamment le secteur de la fabrication, étaient relativement élevés au Swaziland principalement en raison de la présence de sociétés sud-africaines dans ce pays.

58. Certains participants ont demandé des éclaircissements sur la valeur juridique des contrats d'embauche offerts aux travailleurs migrants ressortissants des trois pays étudiés en Afrique du Sud. Cette question cruciale était traitée dans les pages 13 et 14 de l'étude.

Présentation, contenu et mise en application des résultats de l'étude globale sur les fuites (point 4 de l'ordre du jour)

59. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a présenté un projet de plan pour le document qui doit être publié sur les fuites de ressources en Afrique sous les auspices de la CEA et du CODESRIA et formulé quelques observations sur le projet et le contenu proposé pour chaque partie. Le projet de plan se compose des 6 parties suivantes :

- Introduction
- Cadre théorique
- Fuites de ressources dans l'économie des pays africains
- Etudes de cas
- Questions de politique générale
- Conclusion

60. Il s'ensuivit une discussion approfondie. Les participants ont donné leur accord de principe pour le plan proposé par le secrétariat; il a été généralement admis que l'étude globale devait s'adresser aux chercheurs, aux planificateurs et aux responsables. On a souligné qu'il fallait rendre le document aussi lisible que possible. Il a par ailleurs été décidé que les instituts qui prendraient part à la conduite de l'étude pourraient, s'ils le souhaitaient, publier séparément les résultats de la partie de l'étude qu'ils auront accompli. Le plan définitivement adopté se présentait comme suivant :

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Origine et importance des fuites de ressources
- Principales recommandations politiques
- Conclusion.

61. Les participants ont décidé que l'étude porterait les principaux aspects du problème tant du point de vue théorique que pratique, en s'appuyant sur les études de cas réalisés par les instituts de recherche. Les études de cas pourraient être publiées séparément. Il a été souligné que l'étude devait dans la mesure du possible tenir compte de la situation concernant l'économie politique de la région et que cela devrait être tout particulièrement reflété dans l'introduction. D'autre part, les problèmes particuliers des pays de l'Afrique australe devraient faire l'objet d'une mention particulière.

62. Les participants ont demandé au Secrétariat de la CEA et à la CODESRIA de coordonner l'ensemble des travaux préparatoires nécessaires à la publication du document et de convoquer une dernière réunion avant la fin de l'année en cours en vue de l'adoption de l'étude avant sa publication. Dans l'intervalle, les instituts devraient transmettre au Secrétariat de la CEA le résumé de leurs études de cas respectives et leur contribution concernant les aspects théoriques du problème et les recommandations de politique générale. La BAD a été invitée à jouer un rôle actif dans la rédaction de la partie de l'étude concernant les recommandations de politique générale. Le représentant de la BAD a accepté de transmettre cette invitation à son institution. Le secrétariat de la CEA devrait assurer le suivi de ces activités et informer les instituts intéressés des décisions prises à cet égard et leur fournir tous autres renseignements pertinents en ce qui concernait l'établissement de l'étude.

Rapport de la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (point 5 de l'ordre du jour)

63. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants ont décidé que, étant donné l'importance des fuites déplorées dans l'économie des pays africains, il fallait porter à la connaissance des planificateurs africains les résultats des travaux accomplis jusqu'ici et des activités prévues dans ce domaine. A cette fin, ils ont attiré l'attention des planificateurs africains sur les rapports des premiers et deuxième ateliers qui figurent les documents SERPD/WLAE/83/3 et SERPD/WLAE/84/3/Rev.1. Les participants ont également constitué un Comité restreint chargé de la rédaction des ses principales conclusions et recommandations à l'intention des planificateurs. Le Comité en question a dégagé les conclusions et recommandations suivantes.

Conclusions

64. La question des fuites dans l'économie des pays africains est directement liée aux problèmes les plus pressants de la région. Au moment où les pays africains devaient faire face à de sérieuses difficultés de balance des paiements et qu'ils sollicitaient de plus en plus une assistance extérieure, il était paradoxal de constater que ces pays effectuaient d'importants paiements à l'étranger pour des articles dont l'utilité pour le développement et le bien-être des populations était loin d'être évidente. Il était décourageant d'observer que l'économie des pays africains perdait des ressources considérables à cause des manipulations illégales des douanes et des systèmes de change. L'étude des fuites ne présentait donc pas un intérêt simplement théorique, mais aussi une valeur pratique directe pour les planificateurs et les responsables politiques. En apportant une solution aux problèmes des fuites en Afrique, on accroîtrait sensiblement les ressources disponibles pour les investissements et on parviendrait à accélérer la croissance de l'économie des pays africains.

65. Le mode de fonctionnement du secteur extérieur constituait une source majeure de fuites de ressources dans l'économie des pays africains surtout dans la mesure où ce secteur se caractérisait par la dépendance structurelle de l'économie des pays africains vis-à-vis des pays industrialisés. Le fait que la structure du secteur extérieur soit demeurée inchangée depuis l'époque coloniale, les exportations étant dominées par les produits primaires alors que les importations étaient constituées pour l'essentiel par les produits finis et semi-finis et la situation de dépendance vis-à-vis des services étrangers pour le commerce de la région ont largement facilité les fuites de ressources, de devises étrangères en particulier.

66. La surfacturation des importations et la sous-facturation des exportations constituent des sources particulièrement importantes d'appropriation illégale des devises étrangères. Dans les pays comme le Soudan, ce phénomène tire son origine dans les relations commerciales extérieures issues de l'époque de la colonisation. Dans d'autres pays, la pratique apparaît clairement dans le système de fixation des prix de transfert appliqué par les sociétés transnationales. Cette constatation s'applique particulièrement à des pays comme le Nigéria. La surévaluation des monnaies qui encourage les importations au détriment des exportations et les restrictions en matière de contrôle de change qui encouragent la rétention de devises à l'étranger constituent également des facteurs qui motivent la sous-facturation et la surfacturation.

67. Une grande partie des fuites financières se produit dans les différents éléments du compte des invisibles. Toutefois, il s'agit là des fuites les moins connues et les plus difficiles à évaluer. Elles sont jugées importantes notamment dans les domaines du transport maritime, des assurances, des voyages à l'étranger, du tourisme, des revenus d'investissement et les autres services. S'agissant du transport maritime par exemple, le fait que la propriété des flottes et le contrôle des cargaisons soient essentiellement monopolisés par les sociétés transnationales engagées dans des opérations d'intégration verticale, signifiait pour les pays africains qui recouraient à ces services, des surcroîts de charges considérables pouvant au demeurant être évitées.

68. Les devises étrangères dépensés pour des voyages d'affaires justifiés, des raisons médicales, religieuses, pour les vacances ou encore l'enseignement ne constituaient pas en soi des fuites. Certains voyages notamment les pèlerinages prenaient cependant des proportions alarmantes; il était donc souhaitable que les pèlerinages religieux soient mieux organisés afin de réduire au minimum les coûts en devises qu'ils occasionnent. L'augmentation des frais d'éducation à l'étranger alors même que le nombre des établissements d'enseignement africains à tous les niveaux s'est sensiblement accru devrait être un motif de préoccupation.

69. On observait également des fuites réelles importantes dans le compte de capital notamment sous la forme de fuites de capitaux déguisées ou non qui empruntaient des voies légales ou illégales. Il ressortait des renseignements recueillis au Soudan que des ressources considérables échappaient au contrôle des pays en ce qui concernait les envois effectués par les travailleurs migrants.

70. Les devises étrangères étaient officiellement affectées à des emplois incompatibles avec le souci d'utilisation optimale des ressources du développement. Il en est résulté un alourdissement injustifié de la dette extérieure. Tel a été le cas lorsque les prêts obtenus à l'étranger ont été affectés à des opérations de prestige et à des projets d'infrastructure économique et sociale délaissant la rentabilité terme. L'immobilisation de l'aide limitait l'aptitude des gouvernements à effectuer des achats aux prix les plus concurrentiels, ce qui constituait une source considérable de pertes de ressources.

71. Les méthodes et stratégies d'industrialisation que les pays africains mettaient généralement en oeuvre favorisaient énormément les fuites puisqu'elles n'encourageaient pas l'utilisation optimale des ressources locales. Il était notoire que les stratégies de substitution des importations provoquent des fuites. Il était prouvé que l'importation de capitaux massifs et de matières premières et le fait que l'on ne plaçait pas suffisamment l'accent sur l'utilisation de la main-d'oeuvre qualifiée locale dans l'industrie, créaient des possibilités de fuites dans l'utilisation des ressources et le transfert des devises. On savait également que les prix de transfert que les sociétés appliquaient en fonction des impôts sur leurs bénéfices, les droits d'importation, les risques en matière de change et les envois à l'étranger résultant des bénéfices et dividendes réalisés provoquaient des fuites appréciables.

72. Les codes d'investissement qui visaient principalement à encourager l'afflux de capitaux, favorisaient les fuites en accordant des conditions très libérales en matière de rapatriement de bénéfices¹ et d'autres types d'encouragement. Au Nigéria par exemple, certains investisseurs étrangers n'apportaient pas de capitaux dans le pays, se contentant d'emprunter sur place pour financer leurs investissements; ils jouissent cependant d'avantages fiscaux par rapport aux investisseurs nationaux.

73. Dans le domaine du transfert et de l'acquisition de technologies, il ressortait des informations obtenues au Zaïre et au Nigéria que les pertes résultaient non seulement du choix et de l'acquisition de technologies proprement dits, mais également de l'inadaptation des technologies importées à l'économie des pays. Les technologies dans le cadre de programmes, ce qui empêchait les nationaux d'utiliser ou de mettre en valeur une partie quelconque de leurs ressources productives. Ces pays se privaient ainsi de possibilités d'apprendre. Leurs nationaux ne sont souvent pas formés comme le prévoyaient les contrats d'achat, c'est ainsi que les réparations, les opérations d'entretien et d'exploitation sont confiées à des experts et techniciens étrangers.

74. L'exode des compétences était un grave problème auquel les pays africains devaient faire face. Les causes en étaient aussi bien économiques que politiques. Les salaires non rémunérateurs, l'absence de services publics convenables ainsi que le caractère hostile de l'environnement politique contribuaient à perpétuer ce phénomène auquel se trouvait étroitement lié le fait que l'on observait souvent un écart entre le contenu de l'enseignement et les exigences de la transformation socio-économique.

75. Un certain nombre de pays avaient institué des systèmes monétaires ou étaient signataires d'accords monétaires multinationaux qui avaient pour effet de provoquer des distorsions sur leur marché financier.

76. Les services de gestion et d'ingénieurs-conseil constituaient des sources de pertes de devises considérables, pertes qui se produisaient essentiellement à l'occasion des stages de formation organisés à l'étranger, des transferts de technologie et de la signature d'accords de licence entre les succursales et les sociétés transnationales,

77. Les catégories sus-mentionnées constituaient les sources les plus communes de fuites de ressources dans l'économie des pays africains. Il en existait naturellement d'autres qui se présentaient sous diverses formes dans différents pays africains. Au nombre de celles-ci, il convenait de mentionner les investissements à l'étranger, les retards dans le débours des fonds d'investissement, la corruption des fonctionnaires et les échanges non enregistrés.

Recommandations de politique générale

78. D'une manière, les gouvernements devraient chercher à résoudre le problème des fuites en Afrique en appliquant une politique vigoureuse destinée à restructurer l'économie africaine afin de la faire reposer davantage sur le secteur intérieur. Une telle restructuration exigeait l'utilisation maximale des ressources et possibilités locales en vue de la satisfaction des besoins locaux.

79. Il convenait d'encourager la recherche-développement en vue de la promotion de l'agriculture, de la technologie et de l'industrie. Il faudrait en particulier appuyer davantage les établissements de recherche, notamment pour les aider à trouver d'autres sources de matières premières pour la production locale.

80. Les populations devaient avoir une attitude plus positive face aux politiques gouvernementales. A cela s'ajoutait la nécessité de mettre un terme à la corruption, l'indiscipline et l'inefficacité chez les fonctionnaires. Les fonctionnaires africains devaient s'efforcer de devenir plus efficaces et de produire des résultats tangibles.

81. Dans les cas où des restrictions s'imposaient en matière de contrôle de change, d'importation, etc., il convenait de rationaliser ces mesures afin d'en réduire les lacunes au minimum.

82. Il convenait de réexaminer sérieusement les réglementations relatives aux co-entreprises regroupant des hommes d'affaires africains et étrangers en vue de les simplifier en tenant compte des réalités de l'économie africaine.

83. Les objectifs d'auto-suffisance collective par le biais de la coopération régionale entre pays africains devraient être poursuivis vigoureusement dans le cadre du Plan d'action de Lagos.